

Editorial

par Bastien Quirion, Maritza Felices-Luna, Alexis Truong, Sandra Lehalle,
Patrice Corriveau et Eduardo Gonzalez Castillo 259

La corruption et l'injustice comme arguments d'endoctrinement: les groupes terroristes dits djihadistes tiennent-ils un double discours?

par Nahil Boussiga et Stéphane Leman-Langlois 262

Partis politiques d'(extrême)droite, réseaux sociaux et propagande haineuse à travers l'internet en Italie

par Raffaella Sette 270

L'usage de la théorisation ancrée: une réflexion sur son apport à l'étude du phénomène d'emprise vécue au sein d'une relation intime et affective

par Sarah El Guendi 280

Rôle du genre et de l'orientation sentimentale dans la victimisation, la perpétration et la perception des « dating violence » entre étudiant.es du supérieur

par Zoé Zorzetto et Serge Garcet 285

Économie souterraine de la drogue en Côte d'Ivoire dans un contexte de crise sanitaire (Covid-19): entre fonctions sociales et insécurité

par Bakary Ouattara 301

Les expériences des jeunes adultes ruraux de 18 à 30 ans vues par les intervenant.es communautaires de la justice

par Nicolas Brunier 308

Les pratiques actuelles et les besoins des intervenantes en matière d'interventions centrées sur le réseau social des femmes victimes de violence conjugale

par Anne-Marie Nolet et Madeline Lamboley 318

La déclaration de Sydney pour repositionner la science forensique

par Frank Crispino et Olivier Ribaux 327

Science forensique et criminologie : Vers une co-construction diversifiée des savoirs sur le phénomène criminel et sa régulation

par Vincent Mousseau, Maxime Bérubé, Pier-Louis Dumont et Frank Crispino 334

Perceptions et défis du Service correctionnel canadien face au vieillissement carcéral (1994-2021)

par Véronique Strimelle 347

Les contraintes d'une recherche criminologique en milieu carcéral:

Cas de la Prison centrale de Bukavu en RDC

par Charles KAKULE KINOMBE 354

Les souvenirs de l'expérience carcérale.

Un impensé et un objet-frontière en criminologie ?

par Alexandre Jouhannau 364

ERiFoRe: Quand les facteurs de risque et les forces des jeunes contrevenants se rencontrent au sein d'un même outil d'évaluation du risque de récidive

par Nadège Brassine et Cécile Mathys 370

Recension

par Marie-Claude Hertig 382

Partis politiques d’(extrême)droite, réseaux sociaux et propagande haineuse à travers l’internet en Italie

Par **Raffaella SETTE***

RÉSUMÉ

Dans cette étude, nous avons analysé la communication sur les médias sociaux des forces politiques de la droite radicale italienne qui génèrent certaines formes de discours de haine et/ou incitent à la haine dans la société (Projet Européen *Genha - Hate Speech, Gender, Social Networks and Political Parties*). Dans les débats publics et les discours académiques, ces forces sont souvent qualifiées de «droite populiste» ou parfois d’«extrême droite». Il s’agit de partis et d’autres groupes qui acceptent formellement les normes et les procédures de la démocratie électorale et qui sont considérés comme opérant dans le cadre de l’État de droit. Toutefois, ces forces remettent souvent en question et instrumentalisent les valeurs fondamentales de l’arène politique démocratique. Les forces de la droite radicale, en particulier celles qui ont de fortes tendances populistes, entretiennent des relations étroites avec les médias en ligne. Il est avancé que les médias interactifs aident les populistes à contourner les règles et les normes des médias traditionnels, leur permettant d’entrer (ou de prétendre d’entrer) en contact direct avec les citoyens, de leur demander de partager leurs opinions publiques et d’expérimenter des conversations qui semblent avoir peu d’interférence avec le pouvoir politique. À l’aide d’une approche de recherche en plusieurs étapes et d’une méthodologie mixte quantitative et qualitative, nous avons cherché à identifier les publications sur les médias sociaux (Facebook et Twitter) d’acteurs politiques de droite et de personnalités ou groupes du même espace politique dont le langage incitait ou contenait des discours de haine. En outre, une partie qualitative de la recherche a été consacrée à l’analyse des commentaires des utilisateurs ordinaires sur les messages en ligne des personnalités politiques afin d’identifier les réactions contenant des discours de haine. Tous les messages en ligne analysés ont été définis sur la base de discours de haine appartenant à trois macro-catégories : discours de haine sexiste, homophobe et contre l’égalité des sexes.

Mots clés: discours de haine, médias sociaux, extrême droite, propagande.

ABSTRACT

In this study, we analysed the social media communication of Italian radical right-wing political forces that generate hate speech and/or incite hate in society (European Project Genha - Hate Speech, Gender, Social Networks and Political Parties). In public debates and academic discourses, these forces are often referred to as the «populist right» or sometimes as the «far right». These are parties and other groups that formally

* Professeure titulaire, PhD. en criminologie, Département de Sociologie et Droit de l’économie, Université de Bologne.

accept the norms and procedures of electoral democracy and are seen as operating within the rule of law. However, these forces often challenge and instrumentalise the core values of the democratic political arena. Radical right-wing forces, especially those with strong populist tendencies, have a close relationship with online media. It is argued that interactive media help populists to bypass the rules and norms of traditional media, allowing them to enter (or pretend to enter) into direct contact with citizens, to ask them to share their public opinions and to engage in conversations that seem to have little to do with political power. Using a multi-stage research approach and a mixed quantitative and qualitative methodology, we sought to identify social media posts (Facebook and Twitter) of right-wing political actors and personalities or groups from the same political space whose language incited or contained hate speech. In addition, a qualitative part of the research was devoted to analyse the comments of ordinary users on the online messages of political figures to identify reactions containing hate speech. All online messages analysed were defined based on hate speech belonging to three macro-categories: gender-based, homophobic, and anti-gender hate speech.

Keywords: hate speech, social media, far right wing, propaganda.

Introduction et définitions

Le but de cet article est de présenter quelques-uns des principaux résultats de la recherche européenne «*Hate speech, gender, social networks and political parties*» (GENHA) coordonnée par le groupe Antigone de l'Université Autonome de Barcelone et financé par le programme de l'Union Européenne «Droits, Égalité et Citoyenneté (2014-2020)». Le groupe de recherche était composé aussi par: le Centre d'Études Politiques de l'Université d'Europe Central de Budapest, l'Université de Vienne, le Département de Droit de l'Université de Gothembourg (Suède) et le Centre Interdisciplinaire de Recherche sur la Victimologie et sur la Sécurité de l'Université de Bologne. La recherche s'est développée dans la période février 2020-janvier 2022. L'objectif général du projet était de comprendre et expliquer la communication des forces politiques de la droite radicale sur les médias sociaux de chacun des pays impliqués, communication qui peut générer certaines formes de discours de haine, de discriminations basées sur les stéréotypes de genre ou inciter à la haine dans la société. En outre, la recherche avait le but d'envisager des politiques légales et publiques capables de protéger les droits humains en jeu.

Après une brève parenthèse définitionnelle afin d'établir quelques concepts de fond, l'article abordera la recherche quantitative et qualitative menée sur l'utilisation des médias sociaux par les partis d'extrême droite en Italie et la manière dont ceux-ci peuvent exercer une influence sur les discours de haine en ligne. Enfin, le matériel analysé sera commenté.

Tout d'abord, il faut commencer par deux définitions. La première est celle qui concerne le discours de haine. Selon la Recommandation de politique

générale N° 15 de la Commission Européenne contre le Racisme et l'Intolérance (ECRI), le « discours de haine désigne l'usage d'une ou de plusieurs formes particulières d'expression – à savoir, l'appel à, la promotion de ou l'incitation au dénigrement, à la haine ou à la diffamation à l'encontre d'une personne ou d'un groupe de personnes, ainsi que le harcèlement, les injures, les stéréotypes négatifs, la stigmatisation ou les menaces à l'encontre de cette ou ces personne(s) et toute justification de ces diverses formes d'expression – fondée(s) sur une liste non exhaustive de caractéristiques ou de situations personnelles englobant la «race», la couleur de peau, la langue, la religion ou les convictions, la nationalité ou l'origine nationale ou ethnique ainsi que l'ascendance, l'âge, un handicap, le sexe, le genre, l'identité de genre et l'orientation sexuelle»¹. La deuxième définition concerne les partis qui sont souvent qualifiés de formations populistes de droite radicale ou d'extrême droite. Ces partis sont caractérisés par un engagement idéologique sur les thèmes du nativisme, de l'autoritarisme et du populisme (Mudde, 2016; Wodak, 2015; Wodak, 2020). Nous reconnaissons que le populisme et le radicalisme de la droite sont souvent, mais pas toujours, entrelacés, et que, depuis une vingtaine d'années, des formes diverses de populisme sont apparues à gauche aussi. Il faut souligner en plus que certains partis de la droite conservatrice ne sont pas populistes. Sur la base du nativisme, qui est une combinaison du nationalisme et de xénophobie, les États devraient être habités exclusivement par les groupes autochtones (« la nation »), car les éléments allochtones (ou étrangers), les personnes aussi bien que les idées, menacent la nation/état homogène. L'autoritarisme réfère à la croyance en une société strictement ordonnée dans laquelle les atteintes à l'autorité doivent être sévèrement punies. Enfin, ces partis peuvent avoir certaines attitudes populistes. Cela signifie que la société est vue comme séparée en deux groupes homogènes et antagonistes, le « vrai peuple » et l'« élite corrompue », et que la politique devrait être l'expression de la « volonté générale » du peuple² (Dietze & Roth, 2020, p. 8).

Les forces de la droite radicale, en particulier celles qui ont de fortes tendances populistes, entretiennent des relations étroites avec les médias en ligne. Il était important pour notre recherche de reconnaître que le populisme de droite n'est alimenté que par les partis politiques, mais aussi par des mouvements sociaux, des organisations de la société civile, des associations et par des médias différents (Dietze & Roth, 2020, p. 8). Comme expliqué en haut, les forces de la droite populiste font une nette distinction entre les groupes des « gens normaux » et l'« élite corrompue ». Cette dernière s'incarne souvent dans l'un ou l'autre (ou tous à la fois) des ennemis des « gens normaux », par exemple les féministes, les personnes à l'identité LGBTQI, les militants des droits des citoyens, les minorités ethniques, les migrants, et enfin les principaux opposants politiques, comme les groupes (ou les idées) libérales et de gauche (Mudde & Kaltwasser, 2015; Norocel, 2017; Wodak, 2015). À leurs yeux, ces groupes d'ennemis constituent une menace au débat sur les pratiques politiques racialisées, hétéronormatives et patriarcales.

La recherche

À l'aide d'une méthodologie mixte quantitative et qualitative, nous avons analysé les communications politiques basées sur les stéréotypes de genre au contenu potentiellement haineux sur Facebook et Twitter dans les pays participants au projet. Les objectifs du projet exigeaient de collecter une énorme quantité de données que notre équipe de recherche a décidé d'obtenir au moyen d'une procédure automatisée offerte par un « social media listener » (SentiOne). Un processus circulaire d'analyse et de collecte a été mis en place de janvier jusqu'au mois de mai 2021. En raison des limitations liées à la disponibilité des données, nous avons concentré la recherche sur l'activité de nos acteurs sur les médias sociaux entre 2018 et 2021. La première étape de la recherche a porté sur le « recensement » du monde politique de la droite radicale et sur l'identification des débats publics en cours sur les femmes, les personnes LGBTQI et les questions de genre. Ces événements ont servi de points de départ critiques des conversations sur les médias sociaux. Ils sont les suivants (en ordre chronologique) :

- La soumission à la Chambre des Députés pour l'examen du projet de loi (PL) concernant la modification de deux articles du Code pénal italien afin d'ajouter les discriminations fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre aux autres discriminations déjà existantes (les discriminations pour des raisons d'origine raciale ou ethnique, et de religion), PL présenté le 2 mai 2018 par M. Zan du Parti Démocratique. Ce PL a été de plus en plus contesté par les partis de droite dans le Parlement aussi bien que par d'autres organisations de la société civile (notamment l'ONG Pro-Vie et Pro-Famille). Il fut approuvé le 4 novembre 2020 par la Chambre des Députés, mais il a été définitivement rejeté par le Sénat le 27 octobre 2021.
- Le cas du navire *Sea-Watch 3*³ et de sa capitaine, M^{me} Carola Rackete. Ce navire, appartenant à une ONG allemande, en juin 2019, a porté secours aux migrants en détresse dans la mer Méditerranée au large des côtes italiennes. En fait, le 29 juin 2019, sans aucune autorisation de la part des autorités compétentes italiennes, en dépit d'une interdiction expresse d'entrer dans les eaux italiennes, M^{me} Rackete a conduit le navire au port de Lampedusa. Pourtant, elle a été arrêtée, car accusée de « résistance à une personne dépositaire de l'autorité publique » et « résistance et violence à l'encontre d'un navire de guerre » (la vedette de patrouille douanière). Le juge n'a pas validé le mandat d'arrêt et, de plus, le 16 janvier 2020 cet arrêt a été définitivement annulé par la Cour de cassation. Cet événement aussi a provoqué des discours de haine envers les immigrants.
- Le 13 août 2020, le ministre de la Santé, après 10 ans, a mis à jour les directives sur l'utilisation de la pilule abortive RU486⁴. Grâce à ce nouveau règlement, l'hospitalisation de quelques jours après avoir pris ce médicament n'est plus obligatoire, il est suffisant un seul jour à l'hôpital.

- Le cas appelé «Parent 1 Parent 2». Le 13 janvier 2021, le ministre de l'Intérieur avait annoncé à la Chambre des Députés que sur les papiers d'identité des mineurs de 14 ans et sur les formulaires de l'école les mots «parent 1» et «parent 2» auraient dû être utilisés à nouveau à la place des mots «mère» et «père». C'était le ministre de l'Intérieur précédent (c'est-à-dire Matteo Salvini) qui avait rétabli la formulation «mère» et «père».

Dans la deuxième étape de la recherche, nous avons sélectionné les acteurs qui ont participé au déclenchement des conversations autour des événements évoqués et donc autour des trois thèmes suivants: contre les droits des femmes et sexisme, contre les personnes LGBTQI et homophobie, contre l'identité de genre. Dans la troisième étape de la recherche, nous avons analysé les pages des médias sociaux qui appartenaient aux acteurs sélectionnés dans l'étape précédente. Nous avons décrit nos résultats en relation avec les types et/ou intensités du contenu des messages, en utilisant une typologie très simple: HSN, HSB et HSP.

HSN: ce sont les discours de haine au sens strict, c'est-à-dire ceux qui appellent à la violence physique, par exemple: battre, donner un coup de poing, violer une femme ou une personne LGBTQI. HSB: ce sont les discours de haine au sens large, à savoir les discours dégradants, ceux qui sont employés pour porter atteinte à la dignité humaine. HSP: ce sont les discours de haine potentiels qui sont employés pour décrire les discours qui portent sur un grand nombre de sujets, y compris les femmes, le genre, la famille, etc., impliquant des rôles de genre stéréotypés et hiérarchiques, et rejetant toutes les relations intimes au-delà de celles traditionnellement hétérosexuelles.

Venons donc au «recensement» du monde politique de la droite radicale. En Italie, nous avons choisi d'analyser deux partis politiques de la droite radicale et populiste qui ont une représentation parlementaire et leurs deux leaders: la Ligue (Lega) et les Frères d'Italie (Fratelli d'Italia)⁵. Le leader de la Ligue est Matteo Salvini. Sur le plan idéologique, la Ligue est un parti populiste, d'extrême droite, eurosceptique et xénophobe. L'un des slogans le plus couramment utilisé par la Ligue est: «Les Italiens avant tout». Les Frères d'Italie est un parti politique nationaliste conservateur né des cendres d'un mouvement post-fasciste. Son leader est Giorgia Meloni. Dans ce «recensement» nous avons inclus un acteur externe à ces partis, mais qui entretient des relations solides avec eux. Il s'agit de «Pro-Vie et Pro-Famille», une ONG qui défend le droit à la vie de l'être humain de sa conception à sa mort naturelle et qui soutient la famille basée sur le mariage entre un homme et une femme.

Qu'est-ce qu'on a trouvé à propos de la communication médiatique de ces acteurs? En utilisant les mots-clés choisis, nous avons trouvé 1583 posts.

| FACEBOOK & TWITTER | Tous les discours de haine potentiels trouvés avec les mots-clés utilisés | | |
|-------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------|------------|----------------------------|
| Type d'Acteur | Sexisme | Homophobie | Contre l'identité de genre |
| TOUS | 941 | 321* | 441* |
| Partis politiques (la Ligue et les Frères d'Italie) | 727 | 26* | 45* |
| Leaders politiques (Matteo Salvini et Giorgia Meloni) | 84 | 19* | 17* |
| Organisations de la société civile (Pro-Vie et Pro-Famille) | 130 | 276* | 379* |

* = l'astérisque signifie que les thèmes sont entrelacés

Sur la base des thèmes choisis aussi bien que de quelques techniques linguistiques⁶, nous avons sélectionné les potentiels discours de haine, en tout 107 posts sur la base de la typologie mentionnée plus haut. Sur les pages FB&Twitter, des messages d'indignation, d'inquiétude et de peur sont utilisés en tant que stratégies communicatives très claires par Salvini et Meloni afin de cibler les opposants politiques, tandis que des messages contre les féministes, les communautés LGBTQI et les migrants sont utilisés par tous les acteurs énumérés au tableau précédent. Toutefois, les positions sexistes et homophobes des partis politiques et de leurs leaders sont moins visibles que les autres : leur stratégie communicative est conçue pour lancer un sujet qui peut faire déclencher tous types de réactions de la part du « vrai peuple ». Un exemple frappant de posts suggestifs de Salvini concerne une femme (M^{me} Rackete, mentionnée plus tôt) qui n'est pas attaquée directement sur la question du genre, mais à cause de son activité et de ses opinions politiques. Dans ces posts, Carola Rackete est appelée, par exemple, « la complice des trafiquants », « la criminelle allemande », etc. Ici deux « facteurs de risque » sont très clairs : M^{me} Rackete est une femme (discours sexiste, mais caché), M^{me} Rackete aide les migrants (que Salvini ne veut pas aider – discours xénophobe). Pour ces messages, Matteo Salvini est accusé de diffamation aggravée et le procès pénal a débuté le 9 juin 2022. Le tweet suivant a de plus l'objectif d'ajouter et montrer l'échec des partis italiens de gauche : « De Berlinguer⁷ à Carola, comment la gauche italienne s'est effondrée... Quelle est la juste place pour une riche femme allemande ? La prison ».

Le sexisme est pratiqué différemment par Giorgia Meloni et ses posts, dans la majorité des cas, ciblent l'immigration, les féministes et le féminisme et ne ciblent pas directement les femmes (politiciennes ou autrement engagée pour une cause). Il vaut également la peine de noter que les insultes sexistes sur sa page officielle ne semblent pas être modérées. En général, elle utilise un langage suggestif dans ses posts, sans presque jamais exprimer ses opinions de façon directe. Meloni cherche à être neutre, mais elle fait usage d'outils de la rhétorique pour montrer par tous les moyens son mépris. Dans

un post du 12 juin 2020, M^{me} Meloni mêle le discours indirectement sexiste, mais directement dirigé contre les féministes, à celui contre l'immigration. Le texte est le suivant :

«Voilà ce qui se cache derrière l'immigration clandestine: la Police de Catane a découvert l'énième trafic d'êtres humains, lié à un débarquement du navire de l'ONG 'SOS Méditerranée'. Les victimes de cet ignoble trafic sont encore une fois des femmes, des jeunes filles nigériennes. *Est-ce que les défenseurs de l'accueil des migrants et les féministes ont quelque chose à dire à ce propos ?* ».

Il s'agit ici d'un discours de communication politique (mais potentiellement capable de déclencher de la haine de la part des usagers) qui présente certaines propositions polémiques à l'égard du féminisme (suggérant que les féministes sont celles qui veulent que nous acceptions les immigrants) et une question rhétorique. Notre opinion est que le but de ce post est de délégitimer les batailles féministes et de faire comprendre ou de faire croire aux gens («le vrai peuple») qu'elles ont trahis leurs idées initiales. Ce post a déclenché différentes conversations parmi les usagers, mais malgré la question rhétorique et les nombreuses réactions (2138), la majorité des usagers étaient contre les migrants plutôt que contre les féministes, par exemple: «L'Italie protège les migrants et condamne les Italiens. L'Italie leur donne un hébergement et de l'argent...».

D'une tout autre ampleur sémantique sont les posts de l'ONG Pro-Vie et Pro-Famille. 60 % de leurs posts ont à voir avec les discriminations de genre et 30 % avec l'homophobie. Leurs discours antiavortement, par exemple, mettent en cause le rôle actuel des femmes dans la société aussi bien que l'égalité entre hommes et femmes et, donc, ils peuvent être considérés aussi près de positions sexistes. En outre, à l'égard du PL Zan (mentionné plus haut), ils suggèrent que s'il est adopté et utilise le concept de «genre», alors les enfants seront soumis à un «endoctrinement» et «rééduqués». Ces termes (par exemple, «endoctrinement» et «rééducation») sont des raccourcis sémantiques pour influencer les lecteurs par la peur. En fait, le but ultime de ces posts est d'encourager la désapprobation contre toutes les personnes et tous les groupes (la communauté LGBTQI comprise) qui sont d'accord avec les questions liées à l'identité de genre et de faire inquiéter les lecteurs à propos du «normal/traditionnel/naturel» développement psychosexuel de leurs enfants.

À cet égard, le 4 novembre 2020 le président et le vice-président de «Pro-Vie et Pro-Famille» publiaient sur Facebook le post suivant: «PL ZAN APPROUVÉ À LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS DÉRIVE ANTICONSTITUTIONNELLE. Nos enfants inscrits en première année d'école primaire seront endoctrinés à propos de l'homosexualité, de la bisexualité, du transgendérisme, de la transsexualité, de la pansexualité, de l'asexualité et des dizaines d'autres 'genres'. C'est une monstruosité juridique, éthique et psychologique. Les cours dans les écoles auront pour but la rééducation dans le sens de l'idéologie des genres et seront organisés par les associations

LGBTQI+ qui recevront un financement de 4 millions d'Euros pour endoctriner nos enfants. Tout ça est honteux». Tous les usagers qui ont commenté ce post ont accepté ce message de façon acritique et ont continué de souffler sur les braises, par exemple: «ils veulent légaliser la honte des mères porteuses», «le vrai but de cette loi est le trafic des enfants et la pédophilie».

Enfin, dans plusieurs conversations, nous avons trouvé que l'homophobie et la soi-disant «théorie de l'endoctrinement de genre» sont invoquées pour justifier les fausses et erronées priorités des politiques publiques. En ce sens, le message de M. Salvini publié sur Facebook le 13 janvier 2021: «Malgré tous les problèmes que nous avons en Italie, le gouvernement a annoncé son intention de changer les mots *père* et *mère* avec ceux de parent 1 et 2 sur le papier d'identité des mineurs. Plus vite ils vont démissionner, mieux ce sera».

En général, la réflexion sur le genre et l'égalité des sexes sont présentés comme des arguments qui abusivement se placent au-dessus d'autres arguments considérés comme les plus importants, qui détournent des fonds publics qui seraient plus utiles ailleurs, qui conceptualisent la violence comme un problème social, et qui nient les droits des hommes (et pour cela on commettrait une injustice). Dans le cadre de cette «théorie de l'endoctrinement de genre», la réflexion sur le genre, l'égalité des sexes et le changement d'attitudes à l'égard de la diversité (exprimés, par exemple, dans les lois et les politiques publiques, dans les objectifs des médias, du système éducatif et d'autres institutions) sont perçus comme de la propagande et du lavage de cerveau. Ces institutions sont considérées comme biaisées et leurs actions comme des menaces à la liberté individuelle et aux valeurs traditionnelles.

Discussion

Aux fins de la réflexion, nous avons trouvé que les diverses modalités de discours de haine poursuivent une politique de la peur, de l'hostilité et de la recherche de l'ennemi (Wodak, 2015). En ce qui concerne les discours (potentiellement) de haine au contenu sexiste, homophobe et contre les genres, nous pouvons affirmer que les messages analysés partagent, propagent et rendent permanent sur le web les échanges offensifs qui portent atteinte à la dignité et aux droits inviolables des personnes ciblées. Ces dernières sont perçues comme des minorités et, pour cette raison, considérées comme étant moins dignes de respect que les autres. En outre, la majorité des cibles des messages que nous avons analysés ne sont que simplement représentés de façon méfiante, méprisante et dévalorisante, mais ils sont décrits aussi comme dangereux et néfastes ou obsédés, sans valeur et trompeurs ou les deux à la fois. Bien que M. Salvini et Mme Meloni se cachent derrière les posts apparemment neutres ou ambigus, leur volonté d'attaquer certains groupes de personnes (par exemple, les féministes, le lobby «gay», les femmes engagées – comme Carola Rackete - et les migrants) est claire. Cette stratégie de la prudence et de ne pas s'engager dans une communication violente

(mais simplement la suggérer) a pour but de réduire les poursuites judiciaires pour eux-mêmes et conjointement de déclencher le plus grand nombre possible de réactions.

De plus, nous avons constaté dans notre analyse qu'ils utilisent un mécanisme d'inversion du stigmaté qui est celui de l'appropriation du langage des droits humains: les enfants, la famille et la société dominante et traditionnelle sont vu comme des sujets vulnérables et les coalitions arc-en-ciel, féministes et LGBTQI comme des intrus agressifs.

Une autre stratégie largement utilisée est de cibler les femmes des partis de la gauche qui utilisent dans leurs communications un langage fortement critique à propos de la droite et interpréter ça comme des discours de haine. De cette façon, la réflexion critique et la haine sont confondues quand la réflexion critique est pratiquée par les opposants politiques.

Enfin, puisque tous les pays impliqués dans notre recherche sont des destinations pour les réfugiés et les migrants, les messages contre l'identité de genre sont souvent combinés aux raisonnements xénophobes et racistes. Ce lien est établi en soulignant l'aveuglement politique du féminisme incompetent et défaillant et des paradigmes tels que l'égalité, et à travers aussi l'incitation à la haine à l'égard d'un autre groupe ciblé (voir les posts mentionnés plus haut de M. Salvini sur M^{me} Rackete et de M^{me} Meloni).

Conclusion

Ce qu'on peut dire pour conclure, même s'il ne s'agit pas d'une conclusion, est que les résultats de cette recherche peuvent contribuer à nourrir le débat sur les effets néfastes (directs ou indirects) des discours de haine du point de vue criminologique et victimologique. En fait, la question des victimes des discours de haine doit être analysée avec celle de la punition de leurs auteurs tout en considérant que la « simple » punition ne suffit pas pour limiter le phénomène. Le système de justice pénale tout seul ne peut pas lutter contre les discours de haine en ligne et, pour cette raison, il existe un réel besoin de proposer un effectif système de prise en charge des victimes.

Bibliographie

- Dietze, G., Roth, J., (2020), Right-Wing Populism and Gender: A Preliminary Cartography of an Emergent Field of Research, dans Pauline Stoltz, Right-wing populism and gender. European perspectives and beyond, *Ethnic and Racial Studies*, 44:13, 2498-2500.
- Mudde, C., (2011), "Radical Right Parties in Europe: What, Who, Why?", *Participation*, 3 (34):2-2.
- Mudde, C., (2016), The Study of Populist Radical Right Parties: Towards a Fourth Wave, *C-REX Working Paper Series*, no. 1, 2016.
- Mudde, C., Kaltwasser, C. R., (2015), Vox populi or vox masculini? Populism and gender in Northern Europe and South America, *Patterns of Prejudice*, 49:1-2, 16-36.

Norocel, O.C., (2017), Åkesson at Almedalen: Intersectional tensions and normalization of populist radical right discourse in Sweden, *NORA: Nordic Journal of Feminist and Gender Research* 25(2): 91–106.

Wodak, R., (2015 ; 2020), *The Politics of Fear: What Right-Wing Populist Discourses Mean*, London, Sage Publication.

Notes

- 1 <https://www.coe.int/fr/web/european-commission-against-racism-and-intolerance/recommendation-no>
- 2 Mudde, Cass (2011). “Radical Right Parties in Europe: What, Who, Why?”, *Participation*, 3 (34):2-21
- 3 <https://www.sistemapenale.it/it/scheda/cassazione-sea-watch-illegittimo-larresto-di-carola-rackete>
- 4 http://www.quotidianosanita.it/governo-e-parlamento/articolo.php?articolo_id=87573
- 5 En Italie, d’autres partis sont actifs dans le monde politique de la droite radicale, mais sans élus au parlement, comme Forza Nuova qui est un parti politique néo-fasciste et nationaliste d’extrême droite, fondé en 1997.
- 6 De Mauro T., “Le parole per ferire” (*Words to hurt*), *Internazionale*, 27 September 2016; Faloppa F., #Odio. Manuale di resistenza alla violenza delle parole (*#Hate. Resistance handbook to the violence of words*), Torino, UTET, June 2020; Lombardi Vallauri E., “La lingua per ingannare” (*The language to mislead*), *Le Scienze*, January 2021; Robustelli C., “Il sessismo nella lingua italiana” (*Sexism in Italian language*), *Enciclopedia Treccani*, 19 July, 2012; Sabatini A., Il sessismo nella lingua italiana (*Sexism in Italian Language*), Commissione Nazionale per la parità e le pari opportunità fra uomo e donna (*National Commission on equality and equal opportunities between men and women*), Presidenza del Consiglio dei Ministri (*Presidency of the Council of Ministers*), Roma, 1993.
- 7 M. Enrico Berlinguer a été le plus influent des secrétaires de l’ancien parti communiste italien.

Revue internationale de **CRIMINOLOGIE**
et de **POLICE** technique et scientifique

Directives pour les auteurs

1. Les articles doivent être fournis :
 - sous format numérique et être envoyés à l'adresse électronique redaction.ricpts@polymedia.ch
 - avec un titre en français et en anglais
 - avec un résumé en français et en anglais
 - avec une liste de quatre à cinq mots-clés en français et en anglais
 - avec le nom et le prénom du ou des auteurs ainsi que leur titre, qualités et fonctions
 - avec le texte principal en français
2. Pour être accepté, un article doit satisfaire aux conditions suivantes :
 - il sera inédit en français
 - il pourra faire l'objet d'une révision rédactionnelle
 - il ne dépassera pas vingt pages
 - il doit être évalué positivement par la Rédaction et le Comité de lecture de la Revue
3. Le copyright appartient à la Revue. L'auteur cède ses droits pour la publication dans la RICPTS, ainsi que sur le site Internet de la Revue
4. Tiré à part : le tiré à part électronique est fourni gratuitement à l'auteur

La rédaction

Association Internationale des Criminologues de Langue Française (AICLF)

www.aiclf.net

Secrétariat général : École des Sciences Criminelles – Université de Lausanne –
Batochime – 1015 Lausanne – Suisse
secretariat@aiclf.net

Impression : IMPRIMERIE NATIONALE, CH-1228 Plan-les-Ouates